

Demande d'entraide judiciaire et/ou administrative en vue du recouvrement d'aliments à l'étranger

Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger
signée à New York le 20 juin 1956

X01	Identité de l'autorité expéditrice	Y01	Identité de l'institution intermédiaire
X02	adresse	Y02	adresse
X03	☞	Y03	☞
X04	télécopie	Y04	télécopie
X05	télex	Y05	télex
X06	courrier électronique	Y06	courrier électronique
		A compléter par l'institution intermédiaire :	
X07	personne à joindre	Y07	personne à joindre
X07.1	langue(s)	Y07.1	langue(s)
X08	☞	Y08	☞
X09	télécopie	Y09	télécopie
X10	courrier électronique	Y10	courrier électronique

No de référence du dossier de l'autorité expéditrice : _____

Informations personnelles concernant le demandeur/créancier et le défendeur/débiteur :

Nom et prénom du demandeur/créancier : _____

Nom et prénom du défendeur/débiteur : _____

Veillez cocher les cases appropriées.

1 La présente requête a pour objet :

a Une demande de recouvrement d'aliments fondée sur une décision ou un autre acte judiciaire ou administratif. La reconnaissance et/ou l'exécution sont demandées en vertu de :

la *Convention concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants*, signée à La Haye le 15 avril 1958 ;

la *Convention concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*, signée à La Haye le 2 octobre 1973 ;

un ou plusieurs autres instruments internationaux multilatéraux ou bilatéraux :

titre et date de l'instrument ou des instruments : _____

autre motif (p.ex.: courtoisie internationale, coopération)

veuillez préciser : _____

b Si la reconnaissance et/ou l'exécution de la décision ou d'un autre acte judiciaire ou administratif ne sont pas possibles, ou sont refusées, prière de prendre les mesures nécessaires au recouvrement des aliments en faveur du requérant, en cela compris l'introduction d'une action alimentaire dans votre Etat.

c Il n'existe ni décision ni autre acte judiciaire ou administratif. Prière de prendre les mesures nécessaires au recouvrement des aliments en faveur du requérant, en cela compris l'introduction d'une action alimentaire dans votre Etat.

d Modification d'une décision accordant des aliments.

2 Assistance judiciaire / exemption de frais et dépens

a Pour l'obtention de la décision lui accordant des aliments, le créancier a bénéficié de l'assistance judiciaire ou d'une exemption de frais et dépens.

b Eu égard à la situation actuelle, le créancier pourrait prétendre dans l'État requérant à l'assistance judiciaire ou à une exemption de frais et dépens dans le cadre d'une procédure en matière d'obligations alimentaires.

3 Autres informations soumises à l'attention de l'institution intermédiaire par l'autorité expéditrice :

4 Documents joints en annexe (le cas échéant, ces documents ont été traduits dans la langue exigée par l'institution intermédiaire) :

- ✍ 1 Demande d'aliments
- ✍ 2 Décision judiciaire ou administrative accordant des aliments
- ✍ 3 Certificat de l'autorité expéditrice attestant que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine
- ✍ 4 Certificat attestant le caractère exécutoire de la décision
- ✍ 5 Citation à comparaître
- ✍ 6 Acte de notification de la décision établissant l'obligation de payer des aliments
- ✍ 7 Reconnaissance de maternité ou de paternité
- ✍ 8 Acte(s) de naissance(s)
- ✍ 9 Acte de mariage
- ✍ 10 Procuration
- ✍ 11 Décompte actualisé des sommes versées et des sommes dues
- ✍ 12 Fiche familiale d'état civil
- ✍ 13 Certificat de scolarité pour chaque enfant pour lequel des aliments sont dus
- ✍ 14 Informations relatives aux modalités de règlement des pensions
- ✍ 15 Dernier avis d'imposition ou de non-imposition
- ✍ 16 Informations relatives à la localisation du défendeur/débiteur
- ✍ 17 Description donnée par le demandeur/créancier des biens mobiliers et immobiliers du défendeur/débiteur

Les documents ci-joints sont établis, en la forme, conformément au droit de l'Etat requérant.

L'institution intermédiaire est priée de confirmer la réception de la présente demande (v. formulaire en annexe) et d'informer l'autorité expéditrice, dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la demande, des démarches qu'elle aura effectuées. Par la suite, l'institution intermédiaire continuera d'informer l'autorité expéditrice des suites données à la demande et de tout changement de circonstance qui pourrait affecter le recouvrement des aliments demandés.

L'autorité expéditrice est priée d'informer sans délai l'institution intermédiaire de toute modification du montant de l'obligation alimentaire résultant d'une nouvelle décision, d'une entente entre les parties conclue ultérieurement ou de tout autre motif.

Date: _____

Signature:

(Cachet)

**Avis de réception d'une demande
de recouvrement d'aliments à l'étranger**

*Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger
signée à New York le 20 juin 1956*

Y01	Identité de l'institution intermédiaire	X01	Identité de l'autorité expéditrice
Y02	adresse	X02	adresse
Y03	✍	X03	✍
Y04	télécopie	X04	télécopie
Y05	télex	X05	télex
Y06	courrier électronique	X06	courrier électronique
Y07	personne à joindre	X07	personne à joindre
Y07.1	langue(s)	X07.1	langue(s)
Y08	✍	X08	✍
Y09	télécopie	X09	télécopie
Y10	courrier électronique	X10	courrier électronique

L'institution intermédiaire soussignée a l'honneur d'accuser réception de votre demande No _____, en date du _____.

Cette demande est affectée dans nos services du No _____.

✍ Le dossier est complet et la demande est en voie de traitement.

✍ Les renseignements ou documents complémentaires spécifiés ci-dessous sont nécessaires :

La communication rapide de ces informations complémentaires faciliterait l'achèvement de la procédure de reconnaissance et d'exécution.

✍ Cette demande a été examinée et vous est retournée car elle ne peut faire l'objet d'aucune suite dans l'Etat requis pour la (les) raison(s) suivante(s) :

L'institution intermédiaire prie l'autorité expéditrice de l'informer dans un délai de 30 jours ouvrables de tout changement relatif à l'état d'avancement de la demande.

Date: _____

Signature:

(Cachet)